

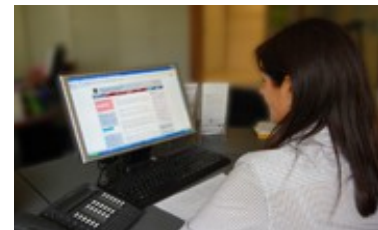
La conjoncture francilienne en 2016

Marie-Christine PARENT

**Directrice régionale
Insee Ile-de-France**



Mesurer pour comprendre



Les contextes international et national

La conjoncture européenne résiste aux incertitudes politiques

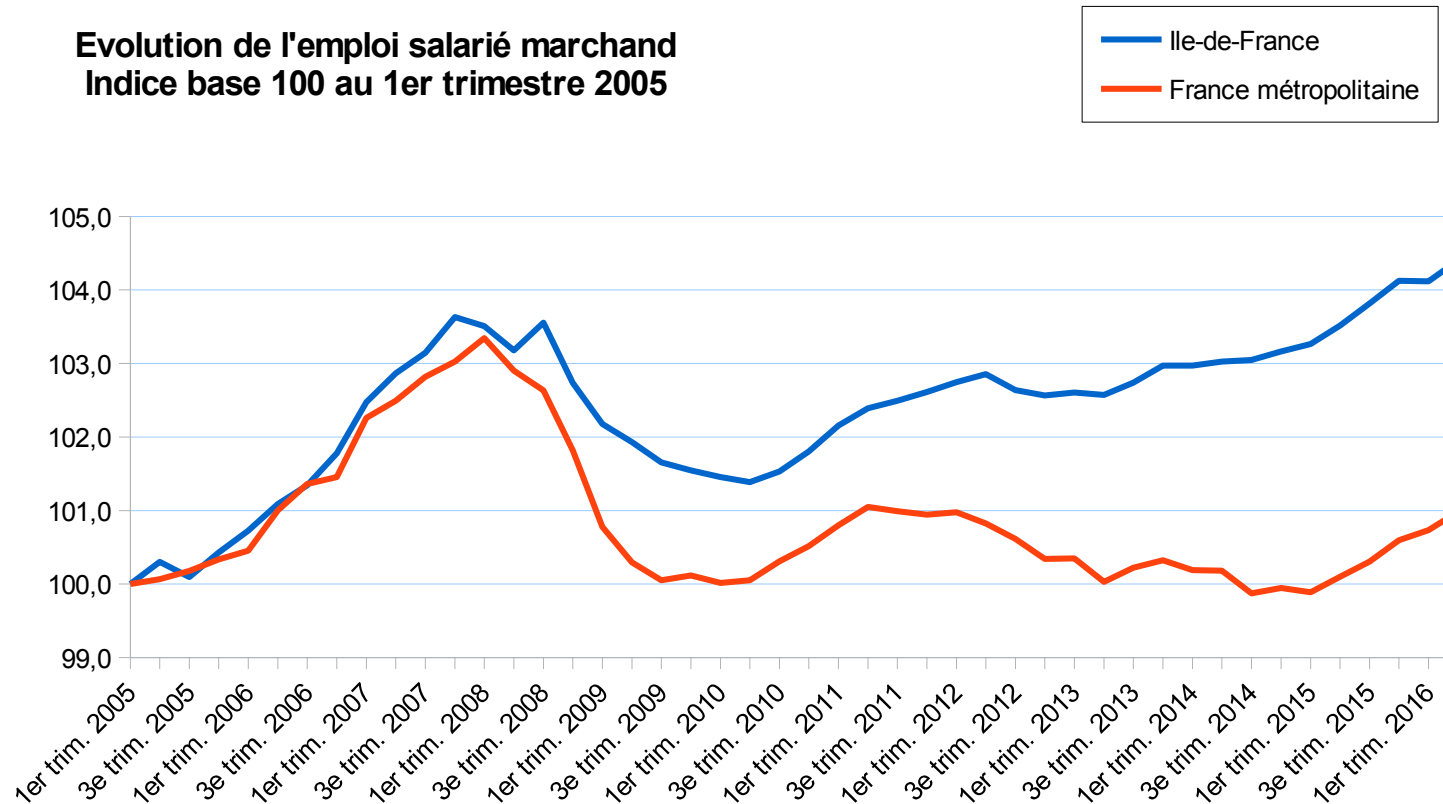
L'activité dans les économies avancées a déçu au deuxième trimestre 2016, notamment aux États-Unis, et le commerce mondial n'a que faiblement rebondi. Dans la zone euro, la croissance est restée solide, notamment en Allemagne et en Espagne. Au second semestre, le climat des affaires se redresse timidement dans les économies émergentes et l'activité reprendrait un peu d'élan. De même l'activité américaine accélérerait à la faveur d'une reprise de l'investissement productif. En revanche, le vote pro-Brexit provoquerait un net ralentissement de l'activité outre-Manche *via* celui des dépenses d'investissements. Dans la zone euro, malgré la hausse des incertitudes politiques, cet été, le climat des affaires résiste et l'activité progresserait de nouveau solidement. Principalement, la consommation privée resterait portée par un emploi et des salaires dynamiques, notamment en Allemagne, alors que l'inflation resterait contenue.

En France, l'activité a calé au printemps

L'économie française a calé au deuxième trimestre (-0,1% après +0,7 % au T1), ralentissant plus fortement que prévu en juin, avec notamment un repli des dépenses de services et des exportations anémiques. En revanche, l'emploi marchand a continué de progresser solidement (+30 000) et le taux de chômage a reculé de 0,3 point à 9,9 %. Au second semestre, la hausse des exportations progresserait plus en phase avec la demande adressée et la production manufacturière rebondirait, notamment dans les branches affectées par les grèves au printemps. Au total, en 2016, la croissance s'élèverait à +1,3 %, un rythme comparable à celui de 2015 (+1,2%). L'emploi total progresserait de 165 000, et le taux de chômage baisserait encore un peu, à 9,8% en fin d'année (9,5 % en France métropolitaine).

L'emploi francilien progresse au deuxième trimestre 2016 (+ 0,9% par rapport au T2 2015)

Evolution de l'emploi salarié marchand
Indice base 100 au 1er trimestre 2005

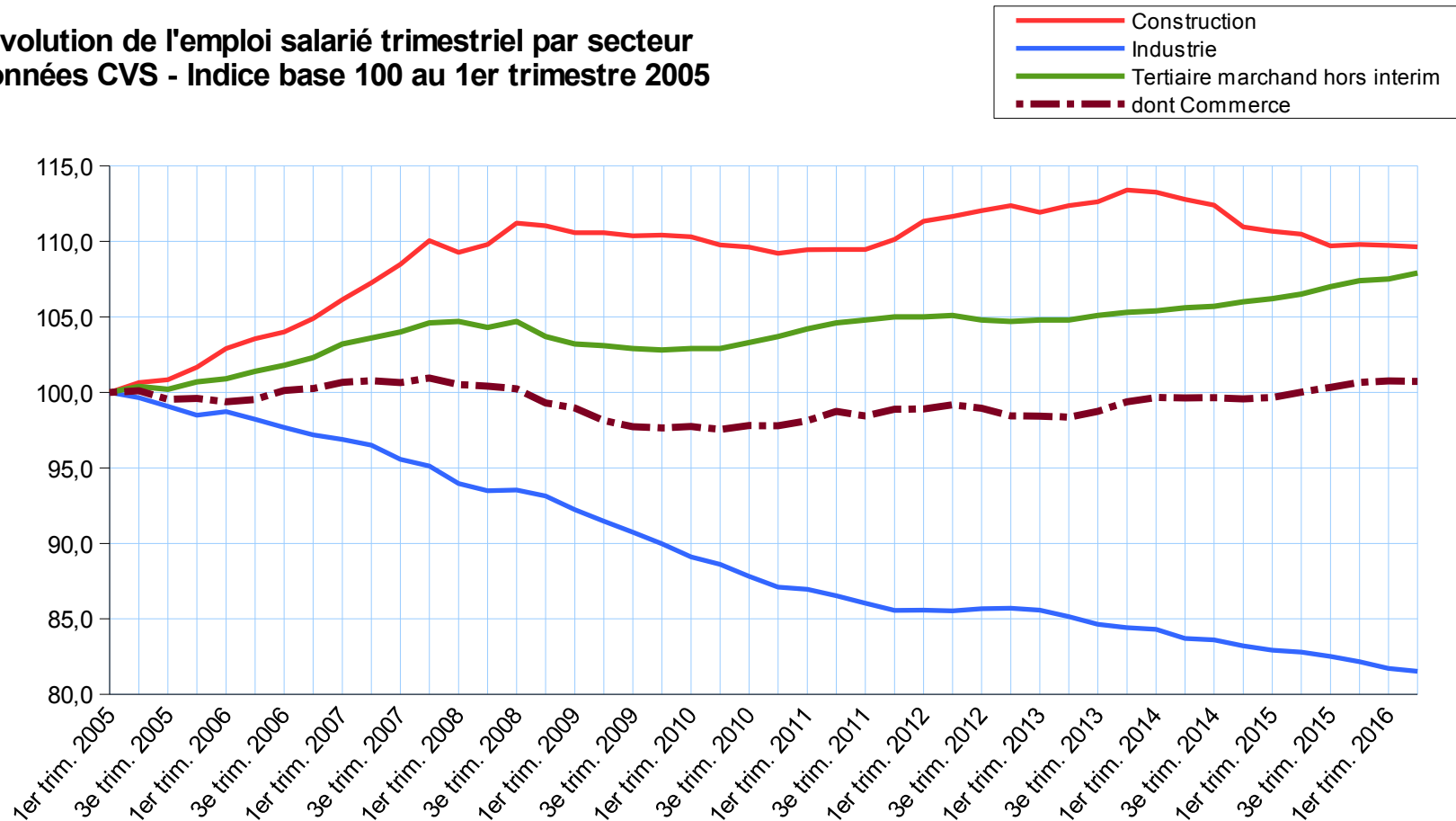


Source : Insee, estimations d'emploi

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières

L'emploi dans la construction se stabilise depuis 6 mois

Evolution de l'emploi salarié trimestriel par secteur
Données CVS - Indice base 100 au 1er trimestre 2005

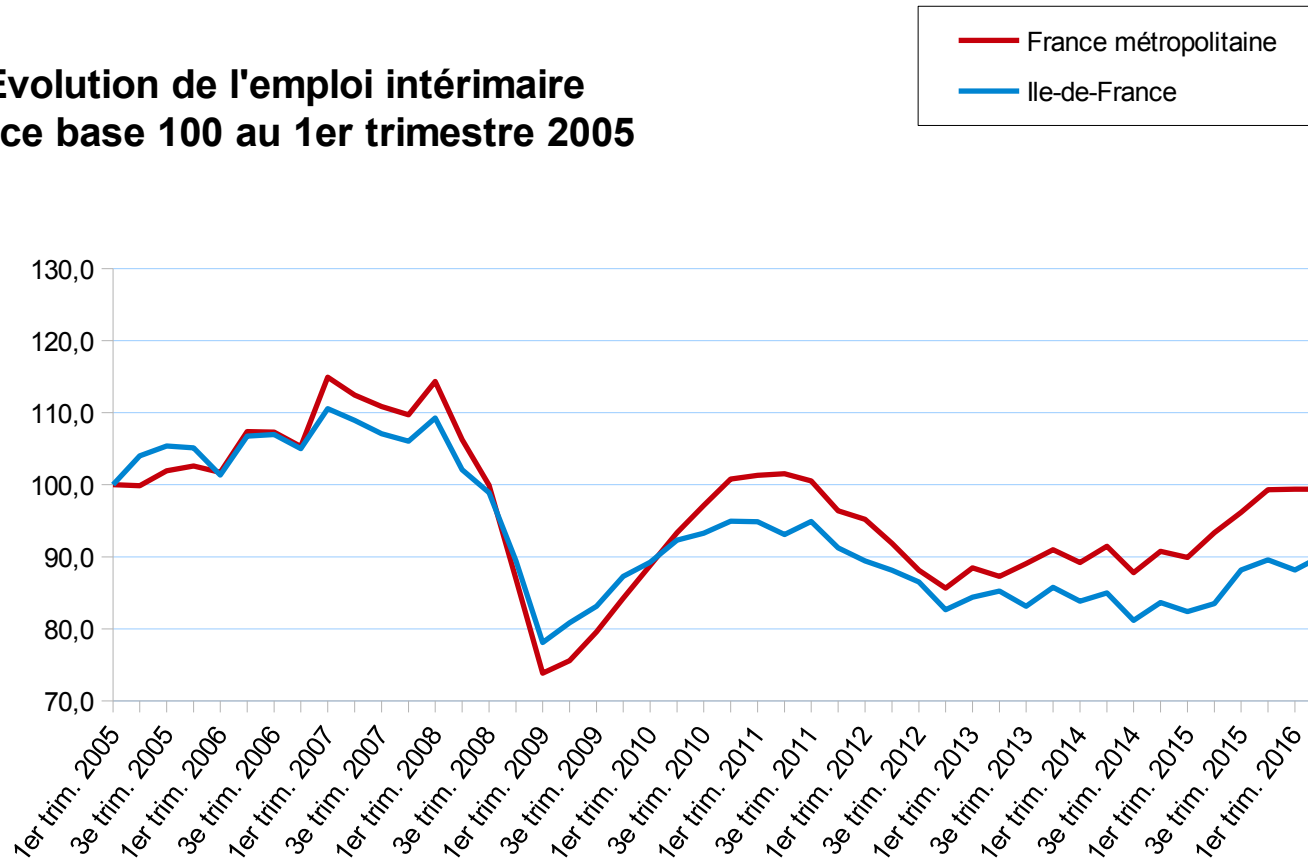


Source : Insee, estimations d'emploi

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières

L'intérim francilien en hausse au deuxième trimestre 2016 (+ 8 % par rapport au T2 2015)

Evolution de l'emploi intérimaire
Indice base 100 au 1er trimestre 2005



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières

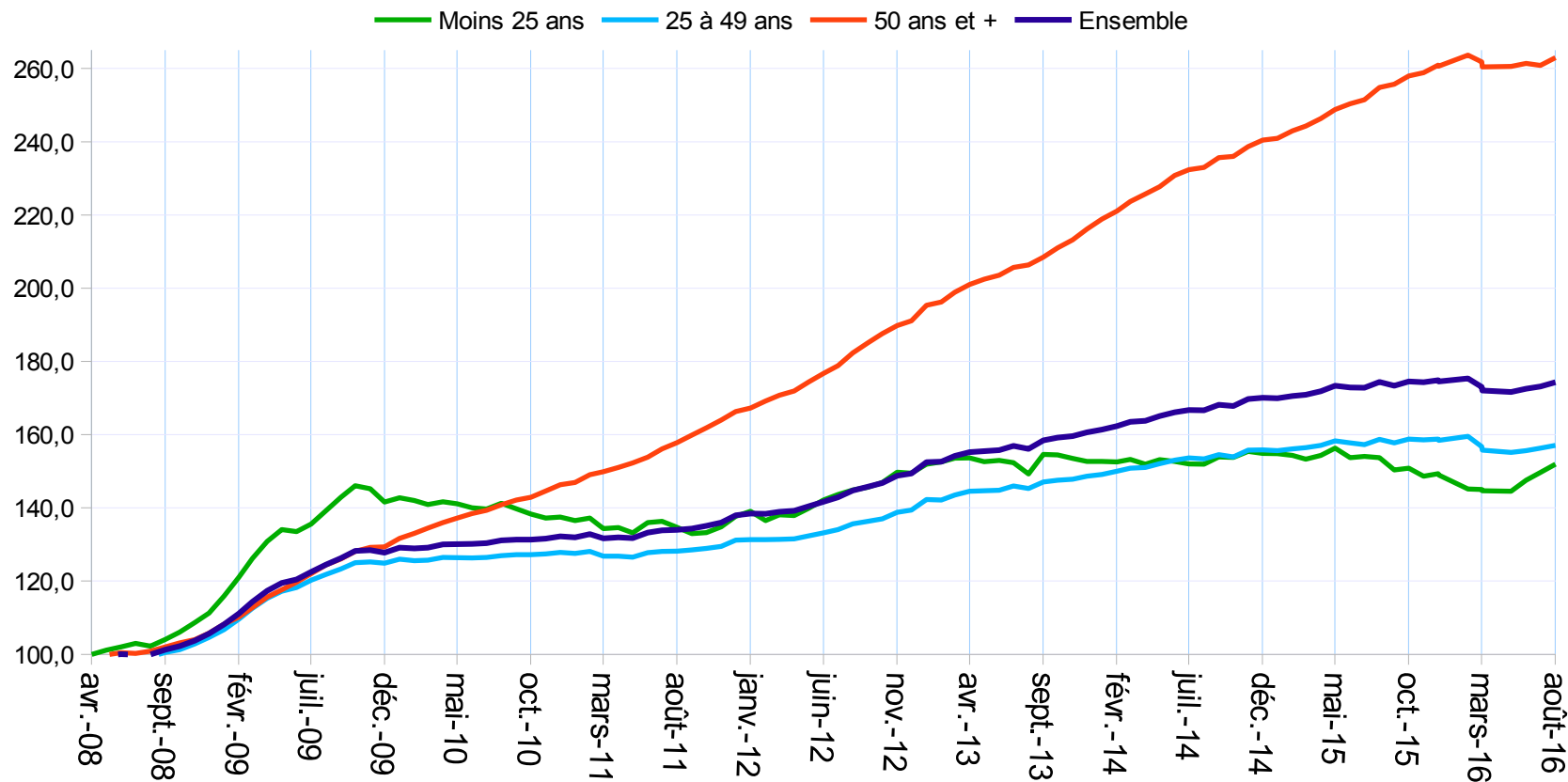
Note : données trimestrielles

Source : Insee, estimations d'emploi

La demande d'emploi est au même niveau qu'il y a un an

Evolutions des demandeurs d'emploi de catégorie A par catégorie

Données cvs - indices base 100 en avril 2008



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois

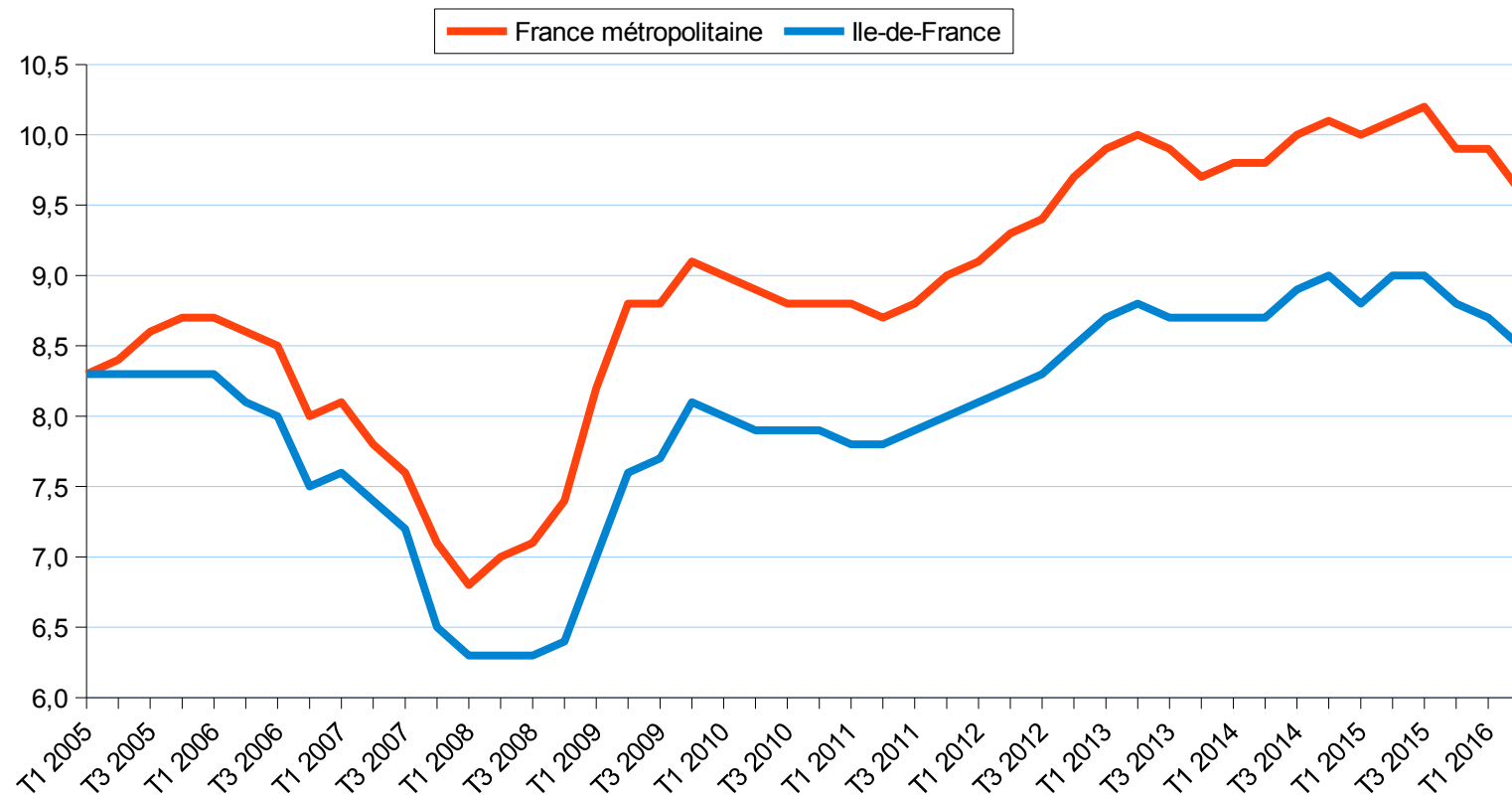
Source : Pôle emploi, Dares

Conjoncture francilienne – Octobre 2016

19/10/2016

Le taux de chômage en Ile-de-France s'établit à 8,5 % au deuxième trimestre 2016 (9,6 % en France métropolitaine)

Données CVS – Indice base 100 1^{er} trimestre 2005



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Conjoncture francilienne – Octobre 2016

Des créations d'entreprises toujours dynamique

Y compris sous forme de micro-entrepreneuriat

Créations d'entreprises	Janvier à août 2016		Évolution en glissement annuel (en %)*		
	Total créations	Part des micro-entreprises (en %)	Total créations	Micro-entreprises	Créations hors micro-entreprises
Industrie	2 662	45,7	-2,1	-5,6	1,0
Construction	8 743	30,6	-1,6	-11,1	3,3
Commerce, transports, hébergement, restauration	31 998	39,2	30,7	46,0	22,4
Information et communication	8 712	44,7	10,5	4,1	16,2
Activités financières	3 210	15,5	12,7	6,4	13,9
Activités immobilières	3 046	17,3	21,7	-8,5	30,7
Activités de services**	30 090	54,3	13,7	13,3	14,2
Enseignement, santé, action sociale	9 381	59,6	9,7	11,1	7,8
Autres activités de services	7 191	65,1	4,9	5,1	4,6
Total Ile-de-France	105 033	45,7	15,2	15,3	15,0
Total France métropolitaine	359 003	40,3	7,4	0,8	12,3

* évolution du cumul de janvier à août 2016 par rapport au même cumul douze mois auparavant

** Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév.2)

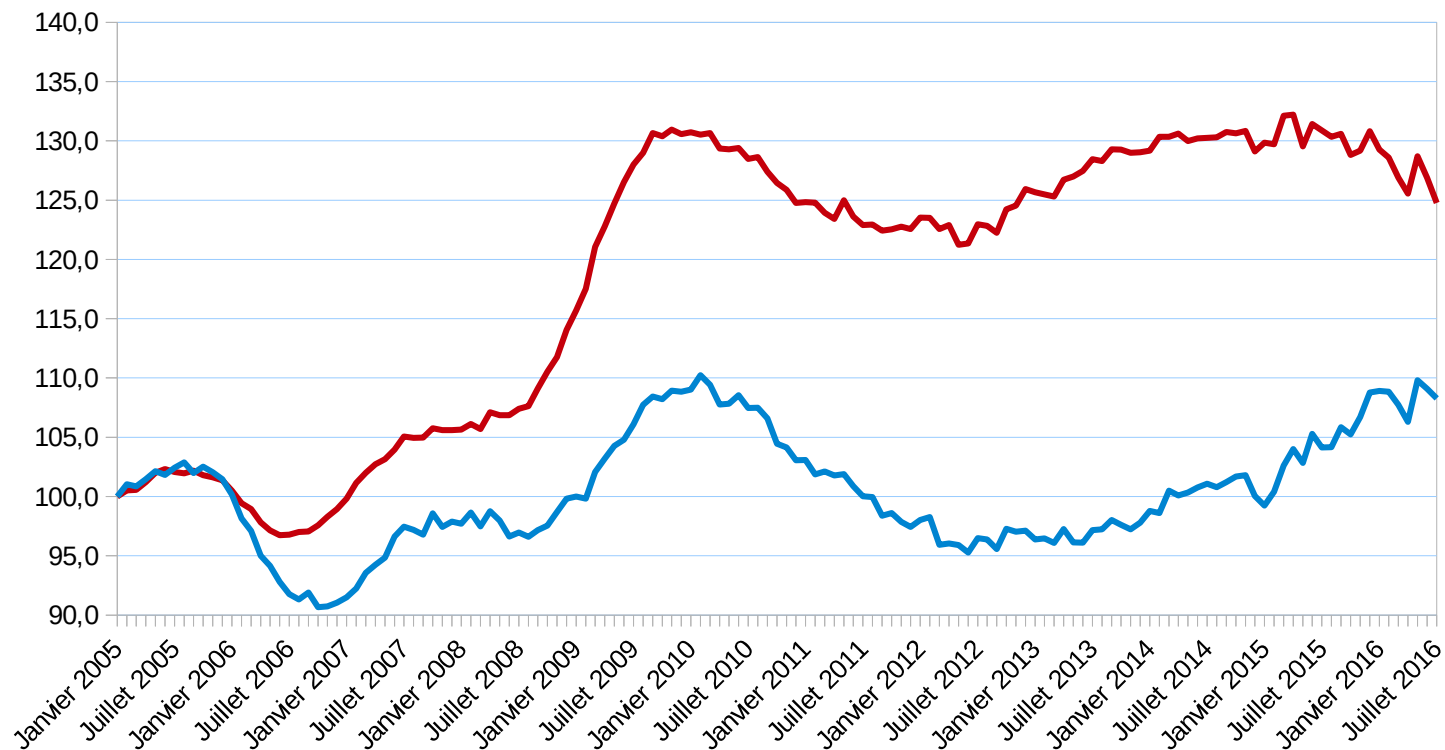
Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

Les défaillances jugées au cours des 12 derniers mois en augmentation (+ 4,0% par rapport à l'observation de juillet 2015)

Nombre de défaillances d'entreprises par date de jugement - Cumul brut glissant sur 12 mois - Indice base 100 en janvier 2005

— France métropolitaine
— Ile-de-France



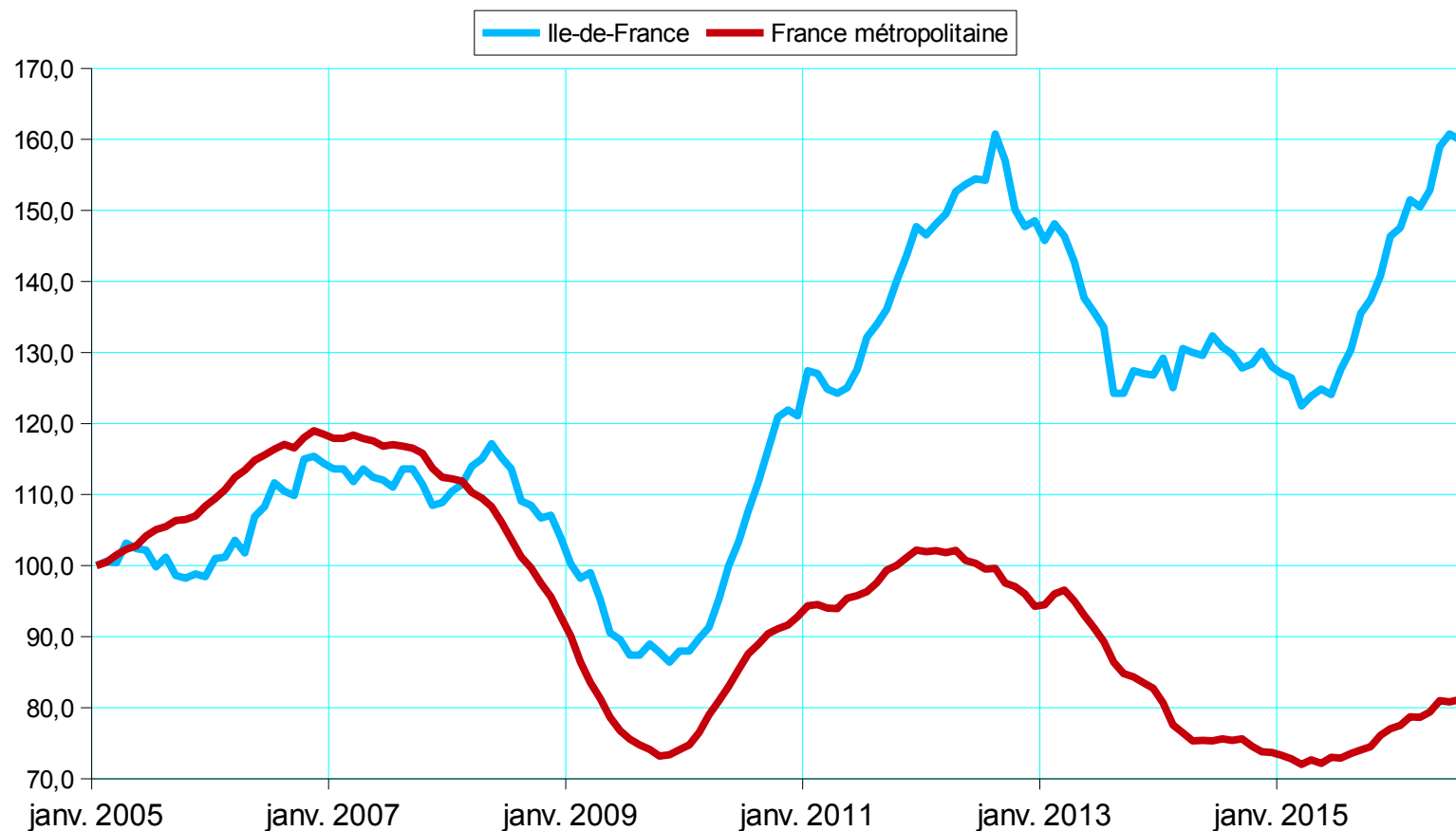
Source : Fiben , Banque de France



Mesurer pour comprendre

En août 2016, plus de 81 000 logements autorisés

Cumul sur 12 mois

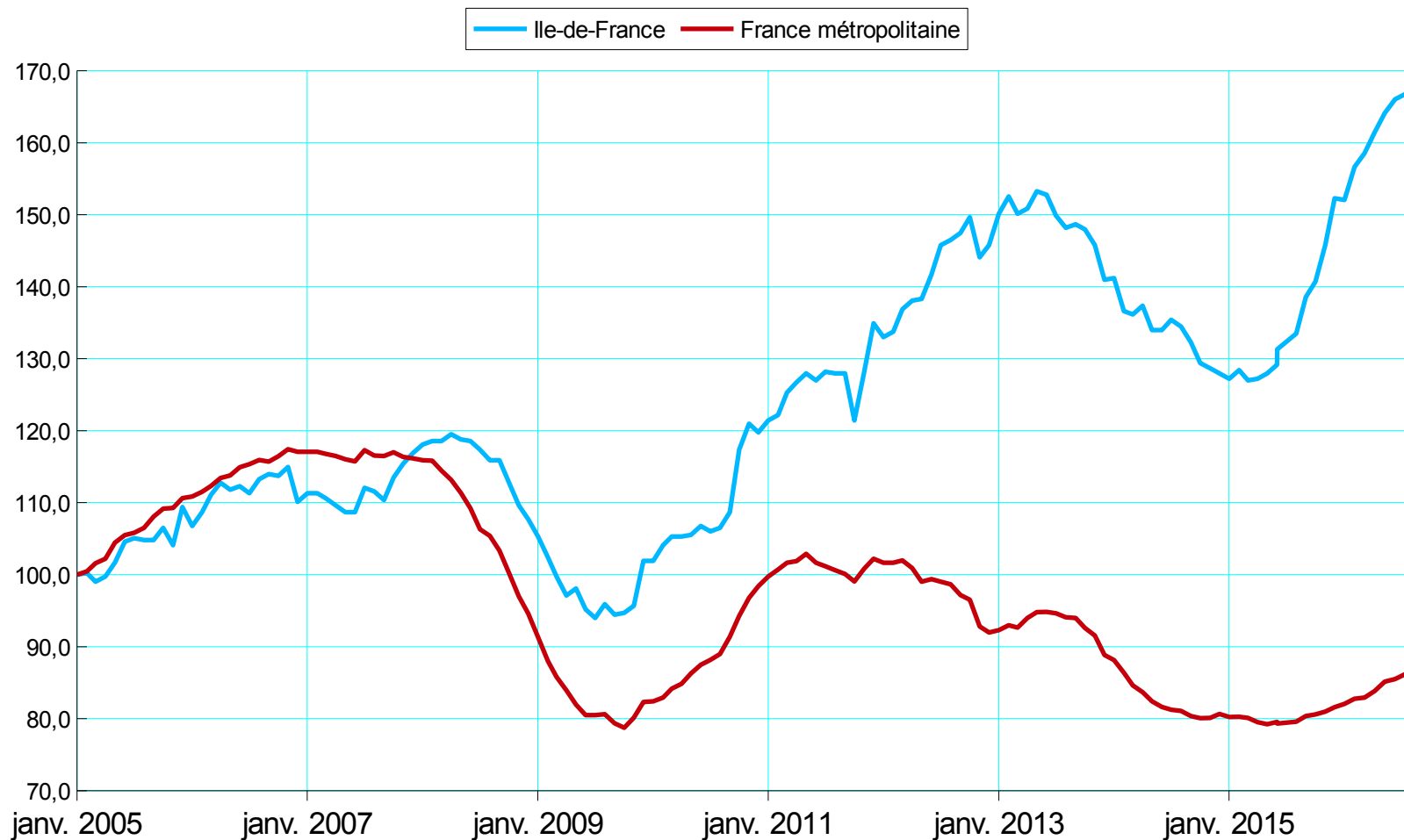


Source : SOeS, Sit@del2. indice base 100 en janvier 2005.

Conjoncture francilienne – Octobre 2016

... et presque 70 000 logements commencés depuis un an

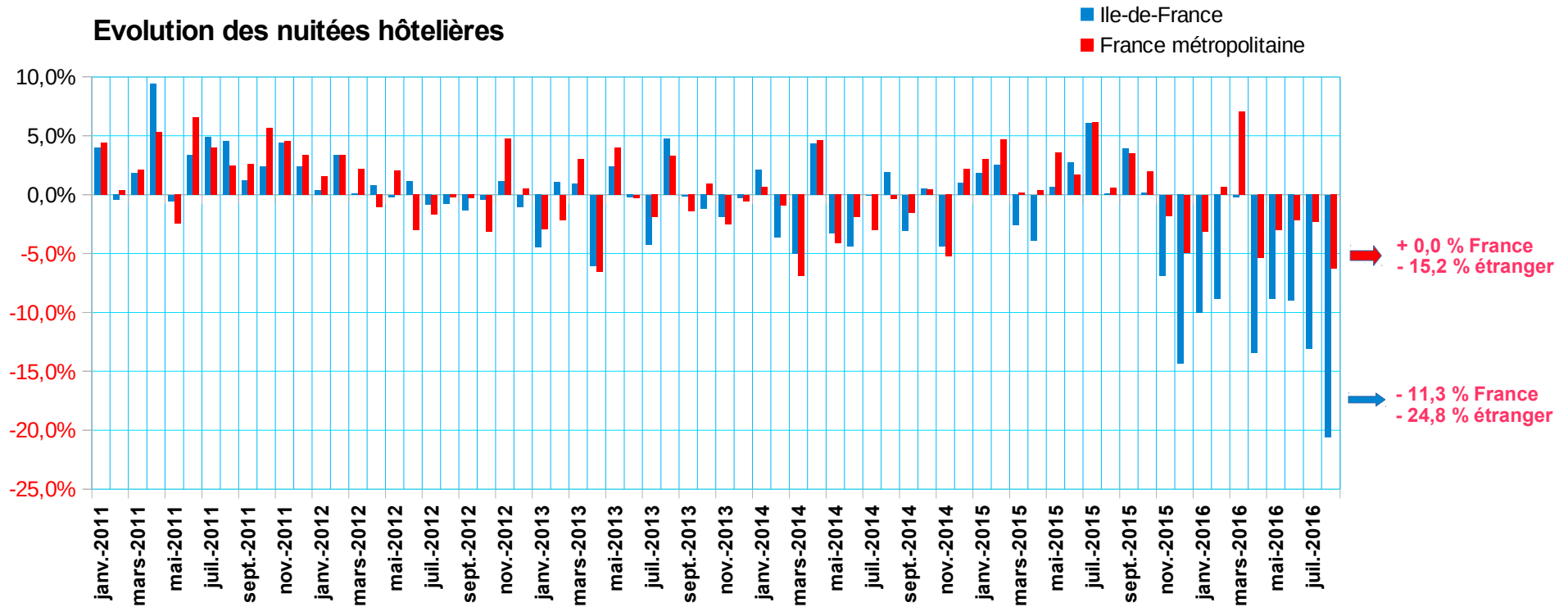
Cumul sur 12 mois



Source : SOeS, Sit@del2. indice base 100 en janvier 2005.

Conjoncture francilienne – Octobre 2016

La fréquentation des hôtels franciliens toujours en très forte baisse (- 20,6% en août)



Note : données mensuelles brutes. Evolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1. Suite au changement de classification, début 2014, les données 2011 à 2013 ont été rétrolées.
Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme et la DGE